

Strasbourg le 25 avril 2018

COMPTE RENDU DU CTL DU 24 AVRIL

Les organisations syndicales se sont rendues hier à la deuxième convocation du CTL, initialement prévu le 9 avril, mais unanimement boycotté pour protester contre toutes les attaques contre les fonctionnaires en général et la DGFIP en particulier.

Les 4 principales organisations syndicales ont fait lecture d'une déclaration liminaire commune (ci-jointe), énonçant les raisons d'un appel à la grève DGFIP le 3 mai.

1) Nous attendions en particulier **les annonces concernant les projets de restructurations de 2019.**

Elles sont peu surprenantes :

- comme prévu la trésorerie de la Petite Pierre rejoindra Bouxwiller
- le SIE d'Erstein rejoindra Selestat
- la trésorerie d' Hochfelden rejoindra Truchtersheim
- la trésorerie de Villé rejoindra Selestat (on poussera les murs)
- la trésorerie de Rosheim (qui perd la gestion de son hôpital), rejoindra Obernai
- la trésorerie de Benfeld rejoindra Erstein (contredisant par là le pseudo principe selon lequel le siège de la trésorerie suit le siège de la comcom).

Pas d'effolement, selon notre Directeur, « rien de tout cela n'est grave », nous n'avons encore rien vu, CAP 22 va nous laminer, Ce fut le leitmotiv du CTL.

2) Les restructurations dites « évolutions d'organisation »

a) Pilotage unifié du recouvrement forcé des créances publiques

C'est une innovation locale qui espère faire des émules...

Il s'agit de transférer le recouvrement de toutes les créances qui n'y figurent pas encore dans un service unique à savoir les produits locaux, les RNF (recettes non fiscales autrefois nommées « produits divers »), les taxes d'urbanisme et les taxes annexes.

La trésorerie amendes accueillera les RNF.

Pour la direction il s'agit de « sortir l'opérationnel de la direction pour n'y laisser que le pilotage » : devons nous comprendre qu'à la direction on pense et qu'ailleurs on agit ?

Solidaires a fait remarquer que nous sommes en présence du mythe de l'interlocuteur unique.

Pour nous ce n'est pas forcément plus efficace, les tâches seront moins intéressantes pour les agents.

Quant au démantèlement des RNF (déjà amorcé au national), la délocalisation à la trésorerie amendes semble peu probante, d'autant que le service se répartira entre le rez de chaussée et le deuxième étage ! Est il utile de séparer la comptabilité et le recouvrement ? Dans le principe on en doute et dans les faits la séparation physique des agents est une aberration puisqu'ils travaillent tout le temps ensemble à la direction.

Sur la question du devenir des agents le Directeur affirme que les agents qui veulent rester à la direction le pourront.

Notons que les restructurations des services de direction (RH par exemple) rendront de plus en plus difficile l'accès pour celles et ceux qui le souhaitent au bâtiment de la Place de la République !

Nous avons voté contre .

b) Adaptation de l'organisation de la mission de conseil

C'est l'application d'une décision nationale contrairement à la précédente.

Il s'agit de créer une « Mission Régionale de Conseil aux Décideurs Publics » pilotée par M Huppert la DEAEF (division Expertise et Action Economique et Financière est donc scindée, une grande partie rejoignant cette mission, les autres étant dispatchées entre le pilotage des SIE, la fiscalité des particuliers et la division du SPL.

Nous avons voté contre. (la nouvelle organisation est déjà en place...)

c) Point d'avancement sur la création du SDE au 01/09/2018

La question traitée déjà en CHSCT en termes de modification des conditions de travail (y compris la localisation du service sur deux niveaux), les OS ont déjà émis un avis défavorable.

Sur le plan métier, la question du traitement du stock n'est toujours pas réglée bien que nous alertions depuis des mois sur ce problème.

La direction semble sous estimer la difficulté, difficulté qu'ont connue le 68 et le 57 avant nous, de gérer à la fois le flux avec des personnes nouvelles et non formées, un nouveau logiciel encore perfectible, et un stock à apurer.

Rien de tout cela ne semble affoler la direction, et, comme souvent, seuls les agents se font des cheveux blancs !

d) Point d'avancement sur la trésorerie de Bischwiller au 01/09/2018

La trésorerie gèrera 10 EHPAD et 1 IME.

Avec 1 seul agent qui suit sa mission, l'attention de la direction a été appelée sur la difficulté à être rapidement opérationnel et à former des nouveaux, à qui il faudra laisser le temps de prendre la mesure de la mission.

Là encore nous sommes les seuls à nous inquiéter apparemment.

3) Questions budgétaires

A titre d'information le budget global pour 2017 était de 7 854 000 euros.

Nous avons remarqué que les dépenses d'affranchissement n'étaient plus les dépenses principales. Cette situation résulte des mesures prises localement depuis des années ainsi que l'utilisation de CLIC'ESI, qui transfère une partie de la charge d'affranchissement sur la DG. (D'où l'incitation faite aux agents de l'utiliser quand ils ont le choix !)

4) Questions diverses

a) La future application SIRHIUS sera déployée à la place d'AGORA le 29mai, AGORA étant fermé le 25.

Question pratique : il faudra poser ses absences avant !

Nous avons demandé à la direction s'il fallait faire une copie de l'historique dans AGORA.

La réponse est non, tout ou presque est déjà intégré.

Nous disons qu'au vu de l'expérience que nous avons des nouvelles applications, il sera prudent de faire une copie de l'historique , avant le 25 !

Les questions d'ordre général devront être posées au SIA de Melun, bonne chance pour séparer les questions personnelles des questions générales en matière de RH !

D'ores et déjà on nous renvoie à l'instruction sur le temps de travail qui figure sur ULYSSE .

Comme le service local sera largement amputé, les collègues n'auront de toute façon pas le temps de se pencher sur la situation de chacun.

L'avis défavorable des OS, déjà exprimé en CHSCT, a été relu et intégré au PV.

b) L'avenir du bâtiment de Schiltigheim n'est toujours pas clair, celui d'Illkirch a été remis à l'état pour d'autres usages que ceux de la DGFIP

c) L'avenir du bâtiment de Strasbourg Picquart a été également évoqué sans qu'aucune information concrète n'en sorte.

Ce que nous savons c'est que globalement les CPS ont vocation à se transformer en centres de contact.

d) Nous allons encore changer de prestataire de ménage et retrouver OHNET.

Quand les prestations laissent à désirer voire ne sont pas exécutées, faites remonter l'information à la logiqstique qui en tirera les conséquences sur le montant des factures!

TOUTES ET TOUS EN GREVE LES 3 ET 22 MAI PROCHAINS